



## PRÉFET D'EURE-ET-LOIR

DIRECTION DÉPARTEMENTALE  
DE LA COHESION SOCIALE  
ET DE LA PROTECTION DES POPULATIONS

Service Environnement et Nature

Affaire suivie par :  
Mme CHESNAIS  
Tél. : 02 37 18 27 81  
Fax : 02 37 35 18 12

**ARRETE PREFECTORAL D'EXECUTION PAR L'ADEME  
DE TRAVAUX D'OFFICE  
TENDANT A LA SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES AU DROIT ET A PROXIMITE  
DE L'ANCIEN SITE D'EXPLOITATION DE LA SOCIETE FRANCE COMPOSITES (ex SA  
LAGANNE ISOLANTS)  
SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE BONNEVAL**

**LE PREFET d'Eure-et-Loir,  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de l'environnement (Livre V Titre I) et notamment son article L. 514-1, R.512-39-1 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> août 1961 autorisant la société LAGANNE et Cie à étendre son activité de fabrique d'isolants pour l'électricité au lieu-dit Méroger à Bonneval ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°1619 du 28 août 1987 relatif à l'exploitation d'installation comportant des composants appareils et matériels contenant plus de 30 L de PCB ou PCT – installations visées à la rubrique 355 A de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le récépissé de déclaration de changement d'exploitant délivré le 4 mai 2004 au profit de la société LAGANNE ISOLANTS ;

Vu l'arrêté préfectoral d'urgence du 3 août 2009 à l'encontre du liquidateur désigné pour la liquidation judiciaire de la société LAGANNE ISOLANTS de procéder à la mise en sécurité du site de production sur le territoire de la commune de Bonneval ;

Vu l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 22 septembre 2009 à l'encontre du liquidateur désigné pour la liquidation judiciaire de la société LAGANNE ISOLANTS de procéder à la mise en sécurité du site de production sur le territoire de la commune de Bonneval ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 3 décembre 2009 relatif à la reconnaissance des sources de pollutions des milieux, et à un plan de gestion de la pollution à l'encontre du liquidateur désigné pour la liquidation judiciaire de la société LAGANNE ISOLANTS sur le territoire de la commune de Bonneval ;

Vu l'arrêté préfectoral du 11 février 2010 portant consignation de fonds à l'encontre du liquidateur désigné pour la liquidation judiciaire de la SAS FRANCE COMPOSITES ;

Vu l'arrêté préfectoral du 13 janvier 2011 d'exécution de travaux d'office de l'ADEME tendant à la mise en sécurité du site anciennement exploité par la SAS FRANCE COMPOSITES sur le territoire de la commune de Bonneval ;

Vu l'arrêté préfectoral du 13 janvier 2011 d'occupation temporaire des sols au profit de l'ADEME sur le site de la SAS FRANCE COMPOSITES sur la commune de Bonneval ;

Vu la circulaire ministérielle du 26 mai 2011 relative à la cessation d'activité d'une installation classée – chaîne de responsabilité – défaillance des responsables au vue d'une intervention ADEME ;

Vu la lettre de l'ADEME au Préfet du 27 août 2013 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 27 septembre 2013 ;

Vu la lettre et le dossier de saisine adressée le 05 décembre 2013 par le Préfet d'Eure-et-Loir au Préfet de la Région Centre ;

Vu la lettre du Préfet de Région au Préfet d'Eure-et-Loir du 4 février 2014 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 09 avril 2014 ;

Considérant que la SAS FRANCE COMPOSITES est venue aux droit de la société LAGANNE ISOLANTS pour l'exploitation des installations, sans qu'une déclaration de changement d'exploitant ait été faite au Préfet ;

Considérant que par jugement du 4 mars 2009, le Tribunal de commerce de Chartres a ouvert une procédure de liquidation sans poursuite d'activité et a désigné Maître HAUCOURT-VANNIER, liquidateur de la SAS FRANCE COMPOSITES ;

Considérant que la première intervention de l'ADEME sur l'ancien site d'exploitation de la société SA FRANCE COMPOSITES de mise en sécurité et de caractérisation de l'état des milieux par des analyses de sols et par la mise en place de deux piézomètres dans la nappe de la craie en amont et en aval du site, a permis de conclure sur l'utilité de mettre en place un plan quadriennal de suivi de la qualité des eaux souterraines pour les paramètres ayant présenté des anomalies dans les eaux souterraines à savoir les métaux et les composés organo-halogénés volatils ;

Considérant que dans le contexte de pollution diffuse de la nappe de la craie par les solvants chlorés et compte tenu des enjeux sur la ressource en eau (captage AEP proches), un suivi de la qualité des eaux souterraines au droit du site est nécessaire afin de vérifier l'absence d'augmentation significative des concentrations en polluants au droit du site ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture d'Eure-et-Loir ;

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup>**

Il est procédé à l'exécution des évaluations ou travaux suivants, au frais des personnes physiques ou morales responsables du site :

Procéder à l'analyse semestrielle, en période de hautes et basses eaux, d'un échantillon de la nappe d'eau souterraine prélevé dans chacun des trois ouvrages de surveillance (2 piézomètres et un puits industriel) implantés au droit du site repérés conformément au plan annexé au présent arrêté ainsi que dans le captage AEP de MEROGIER.

Les molécules à rechercher appartenant à la famille des composés organo-halogénés volatils sont les suivantes :

- |                              |                         |
|------------------------------|-------------------------|
| - Chlorure de vinyle         | - 1,2-dichloroéthane    |
| - 1,1-dichloroéthylène       | - Trichloroéthylène     |
| - Dichlorométhane            | - Tétrachloroéthylène   |
| - Trans 1,2-dichloroéthylène | - 1,1,2-trichloroéthane |
| - 1,1-dichloroéthane         | - 1,3 dichloropropène   |
| - Cis 1,2-dichloroéthylène   |                         |
| - Chloroforme                |                         |
| - Tétrachlorure de carbone   |                         |
| - 1,1,1-trichloroéthane      |                         |

Les paramètres à rechercher appartenant à la famille des métaux sont les suivants :  
Arsenic, cadmium, chrome, cuivre, mercure, plomb, nickel et zinc.

Les prélèvements sont réalisés conformément à la norme AFNOR FD X 31-615 relative au prélèvement et à l'échantillonnage des eaux souterraines dans un forage, publiée en décembre 2000.

Les analyses sont réalisées par un laboratoire agréé par les ministres chargés de l'environnement et/ou de la santé publique, conformément aux normes et méthodes analytiques en vigueur.

Les rapports d'analyses et de prélèvements sont régulièrement transmis à l'inspection des installations classées accompagnés de commentaires appropriés.

Ce suivi est réalisé sur une période minimale de 4 ans à l'issue de laquelle, l'opportunité de poursuivre ou non la surveillance des eaux souterraines sera revue.

### **ARTICLE 2**

L'Agence de l'Environnement et de Maîtrise de l'Energie (ADEME) est chargée de l'application de la présente décision d'exécuter ou de faire exécuter les travaux prescrits.

### **ARTICLE 3**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

### **ARTICLE 4**

Une copie du présent arrêté est adressée à Monsieur le Maire de la commune Bonneval, au Président de la Communauté de Communes du Bonnevalais et à Monsieur Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Centre.

### **ARTICLE 5**


Les intéressés disposent d'un délai de recours contentieux devant le Tribunal administratif d'Orléans qui est de deux mois à compter de la publication de l'acte ou de la notification de celui-ci.

### **ARTICLE 6**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture d'Eure-et-Loir, Madame la Sous-Préfète de Châteaudun, Monsieur le Maire de Bonneval, Monsieur Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Centre et tout agent de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Fait à Chartres, le 28 juillet 2014**

**POUR COPIE CONFORME**

**Le Préfet,**  
Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général  
  
Jean-Paul VICAT



ECHANTILLONS		P22
CAMPAGNE	Sept. 2012	Mars 2013
MÉTALUX		
Cadmium		1,5
Cobalt		3,4
Cuivre		
Plomb		
Argent		
COHV		
PCL	7,2	0,3
TCL	0,59	0,3
Somme PCL + TCL	8,39	0,9
1.1.1 teneur en carbone	1,0	1,3
Chlorure		

ECHANTILLONS		P21
CAMPAGNE	Sept. 2012	Mars 2013
MÉTALUX		
Cadmium		0,4
Cobalt		0,38
Cuivre		0,38
Plomb		1,2
Argent		
COHV		
PCL	7,6	0,4
TCL	0,29	0,38
Somme PCL + TCL	8,29	0,96
1.1.1 teneur en carbone	1,0	1,2
Chlorure		



**LEGENDE**

- Bâtiment non démolli
- Bassin
- Dalle béton
- Borne ancienne - nouvelle
- Bouche d'eau - gaz - incendie
- Regards
- Cote planimétrique
- Cote altimétrique (Nivellement NGF 69)
- Puits industriel
- Piezomètres descendus à 20 - 21m de profondeur réalisés les 4 et 5 septembre 2012
- Sondages de sol réalisés entre 4 et 6m de profondeur les 6 et 10 septembre 2012

ECHANTILLONS		P2
CAMPAGNE	Sept. 2012	Mars 2013
MÉTALUX		
Cadmium		
Cobalt		
Cuivre		6,5
Plomb		
Argent		
COHV		
PCL	4	4,1
TCL	0,45	0,44
Somme PCL + TCL	4,45	4,54
1.1.1 teneur en carbone	0,31	0,26
Chlorure	0,12	

ECHANTILLONS		P22
CAMPAGNE	Sept. 2012	Mars 2013
MÉTALUX		
Cadmium		1,1
Cobalt		3,2
Cuivre		5,6
Plomb		16
Argent		26
COHV		
PCL	3,4	5,1
TCL	0,5	0,37
Somme PCL + TCL	3,9	5,47
1.1.1 teneur en carbone	0,47	0,43
Chlorure		

Bonnieval

Echelle  
0 5 25 m



Client		ADEME
Site	Ancien site France Composites	
Echelle	1 / 500	Date 18 Avril 2013
Projet N°	FR12ADE003	Dessiné par FYS

Figure 9 - Principaux résultats analytiques en solvants chlorés dans les eaux souterraines - Campagne de septembre 2012 et mars 2013

Etude Environnementale de Phase II  
Bonnieval (28) - France

